

REPUBLIQUE DU BENIN
**CENTRE BENINOIS POUR LE DEVELOPPEMENT DES
INITIATIVES A LA BASE (CBDIBA)**

BP : 256 Bohicon Tel : (229) 22-51-10-96 / 22-51-04-85

Fax : (229) 22-51-07-33 Email : cbdiba@bow.intnet.bj

RAPPORT D'ACTIVITES

2010

Bohicon, Mars 2011

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I. BREF APERÇU SUR LE CBDIBA

II. PRINCIPALES ACTIVITES REALISEES ET RESULTATS OBTENUS

2.1. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE (PDCI)

2.2. ALPHABETISATION

2.2.1. Alphabétisation initiale

2.2.2. Post alphabétisation

2.3. PROJET D'APPUI AUX ASSOCIATIONS DE MICRO-ASSURANCE POUR LA SANTE COMMUNAUTAIRE (AMASCO)

2.4. PROJET ASSOCIATION VILLAGEOISE D'EPARGNE ET DE CREDIT (AVE&C)

2.5. PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT RURAL (PADER)

2.6. PROJET 1000+

2.7. PROJETS D'AUTONOMISATION

2.7.1. Ferme – Ecole

2.7.2. Centre d'Initiation et de Formation en Auto-Promotion (CIFAP)

III – DIFFICULTES ENREGISTREES ET APPROCHES DE SOLUTIONS

INTRODUCTION

Dans le cadre de sa contribution à la lutte contre la pauvreté et au développement durable, le CBDIBA s'est engagé depuis 1990 aux côtés des organisations paysannes en particulier les groupements de femmes rurales, les jeunes ruraux dans leur processus d'auto-promotion à travers des appuis à la réalisation de leurs objectifs fondamentaux.

L'année 2010 marque le 20^e anniversaire du CBDIBA. Vingt années d'accompagnement, d'appui-conseil mais également de changement d'orientation et d'approche d'intervention au cours desquels les préoccupations majeures des populations les plus démunies ont été prises en compte.

En tant qu'acteur de développement à la base, l'ONG a contribué aux changements des conditions de vie et de travail des populations rurales.

Les principales actions développées au cours de l'année 2010 ont été le fruit des partenaires financiers et de l'engagement des promoteurs à assurer leur propre développement.

Le présent rapport est la synthèse des principales activités menées et des résultats obtenus au cours de l'année 2010. Il s'articule autour des points ci-après :

- un bref aperçu sur le CBDIBA ;
- les activités menées et résultats obtenus ;
- Les changements induits;
- Les difficultés rencontrées et les approches de solutions.

I – BREF APERÇU SUR LE CBDIBA

I-1– QU'EST-CE QUE LE CBDIBA ?

Le Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base (CBDIBA), est une association non gouvernementale à but non lucratif, créée le 13 Septembre 1990 et régie par les dispositions de la loi du 1^{er} Juillet 1901 et reconnue officiellement sous le numéro 91/017/MISPAT/DAI-ASSOC du 12/02/91. Il est également reconnu comme association d'utilité publique par décret N° 2003-162 du 16 Mai 2003. Le CBDIBA a signé un accord cadre avec le Gouvernement béninois le 11 Janvier 2008, est membre consultatif à l'ECOSOC et a le statut d'observateur à la CNUCED.

Il compte 35 membres actifs. Ses organes de gestion sont : l'assemblée générale, le conseil d'administration, la direction exécutive et le conseil consultatif.

Son siège se trouve à Bohicon, quartier Saclo, route de Cotonou, non loin de la scierie de l'ONAB (Office National du Bois), Département du Zou.

Il a une envergure nationale. Mais compte tenu de ses moyens limités, et pour des raisons d'efficacité, il intervient dans dix départements administratifs sur les douze que compte le Bénin à savoir : le Zou, les Collines, le Mono, le Couffo, l'Atlantique, le Littoral, l'Atacora, la Donga, le Borgou et l'Alibori.

I-2 – POURQUOI LE CBDIBA : (BUT ET OBJECTIFS)

I-2-1 BUT

Le CBDIBA a pour but, d'appuyer les organisations paysannes en particulier les groupements de femmes pour leur véritable auto-promotion.

I-2-2 – OBJECTIFS

Afin d'atteindre ce but, le CBDIBA s'est fixé comme objectifs d'assurer une formation appropriée aux membres des organisations paysannes prises en charge et les appuyer pour la réalisation de leurs objectifs : infrastructures socio-économiques et communautaires, activités génératrices de revenus, développement des micro-entreprises et toutes autres initiatives capables de donner une impulsion au processus de développement durable.

I-3 – QUE FAIT LE CBDIBA : DOMAINES D'INTERVENTION

Afin d'assurer cet engagement d'une façon efficiente, certains domaines d'activités ont été identifiés compte tenu des besoins des groupes cibles. Au nombre de ces domaines, se positionnent au premier plan :

- l'alphabétisation fonctionnelle ;
- la micro-finance ;
- la formation ;

- l'éducation au droit ;
- Protection de l'environnement ;
- Le développement communautaire intégré ;
- Réalisation des infrastructures socio-économiques et communautaires ;
- La santé communautaire ;
- L'économie sociale;
- Le tourisme social et solidaire.

II - PRINCIPALES ACTIVITES REALISEES ET RESULTATS OBTENUS

2.1 PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE (PDCI)

Le Programme de Développement Communautaire Intégré (PDCI) est une approche holistique de responsabilisation et d'autonomisation communautaire. Son objectif est de réduire la pauvreté à travers une approche de responsabilisation communautaire basée sur la transformation sociale.

Démarré en 2005, afin de rendre plus visibles l'impact des interventions du CBDIBA sur les communautés à la base grâce à la mise en place d'un dispositif centré sur les acteurs communautaires, le PDCI se trouve aujourd'hui à une étape tournante de sa mise en œuvre.

Les actions menées au cours de l'année 2010 se présentent comme suit :

- La réalisation d'un diagnostic participatif communautaire au niveau de chaque village ;
 - La réalisation d'un plan de développement villageois décliné en plan de travail annuel (PTA);
 - L'appui à la mise en œuvre des actions planifiées par les communautés ; ce qui a débouché sur :
 - La construction de 6 salles de réunions équipées de tables et bancs;
 - La mise en place de matériels de loisirs (postes téléviseurs, groupes électrogènes, baffes) ;
 - L'organisation d'assemblée générales ordinaires au niveau de tous les villages du programme afin de remembrer et de remplacer les membres défaillants ; etc.
 - L'identification et la formation de 16 apiculteurs villageois sur les techniques apicoles ;
 - La formation des membres des Comités Villageois de Développement (CVD) sur leur rôle et leurs responsabilités ;
 - La mise en terre de 3780 plants toutes espèces confondues ;
 - La mise en place de crédits au niveau des groupements ;
 - La réalisation de diagnostic sur les facteurs socio - culturels qui freinent le développement et l'équité genre ;
 - L'appui et l'accompagnement aux bureaux de liaison (BL) ;
- La mise en œuvre de ces actions ont conduit à des transformations sociales importantes notamment :
- La prise de conscience par les acteurs communautaires que le développement de leur village dépend d'eux et non de quelqu'un d'autre ;

- La responsabilisation de plus en plus accrue des acteurs villageois dans le processus de développement ;
- La promotion des potentialités féminines ;
- L'autonomisation des communautés villageoises à l'aide des plans d'autonomisation ;
- La forte capacité des femmes à transcrire dans leur propre langue ;
- La connaissance des droits et devoirs par les communautés rurales.

2.2 ALPHABETISATION

L'Alphabétisation reste et demeure la trame de fonds sur lequel le CBDIBA s'appuie pour assurer la communication et le renforcement des capacités techniques des populations.

Au cours de l'année 2010, les activités dans ce domaine se sont intensifiées par l'alphabétisation initiale et la post-alphabétisation avec pour objectif d'amener les populations à lire, écrire et les néoalphabètes à pouvoir mieux valoriser leurs connaissances afin d'améliorer le rendement de leurs activités quotidiennes, mais aussi pour pouvoir développer un réseau épistolaire.

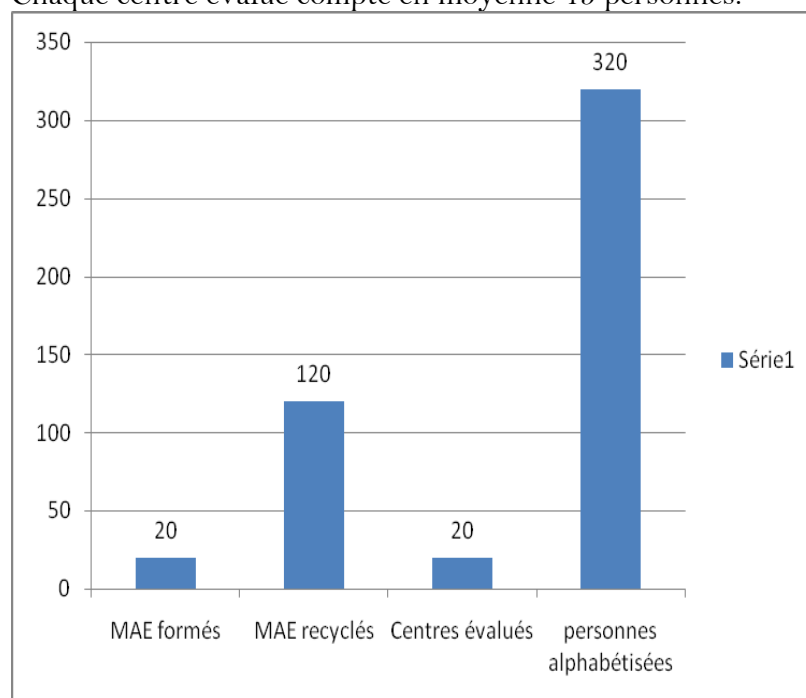
Ainsi, au cours de l'année, les principaux résultats ci-après ont été enregistrés :

2.2.1 Alphabétisation initiale

Les résultats obtenus en 2010

Maîtres d'alphabétisation endogène formés	Maîtres d'alphabétisation endogènes recyclés	Centres évalués	Nombre de personnes alphabétisées
20	120	20	320

Chaque centre évalué compte en moyenne 15 personnes.



2.2.2 Post alphabétisation

Il s'agit principalement de :

- l'animation des clubs de lecture
 - le renforcement des capacités scripturales et l'utilisation des acquis de l'alphabétisation comme un instrument de développement.
- Au cours de l'année, 20 clubs de lecture avec un effectif de 460 personnes ont été mis en place et évalués.

L'ensemble des activités menées ont concouru à un développement des langues locales notamment le fongbé et adja..

2.3- *POJET D'APPUI AUX ASSOCIATIONS DE MICRO ASSURANCE POUR LA SANTE COMMUNAUTAIRE (AMASCO)*

L'accès aux soins de santé au Bénin est très difficile pour la majeure partie de la population en raison du mécanisme de paiement direct des soins par les usagers eux-mêmes, de la faiblesse et de l'instabilité des revenus des ménages. La population rurale est la plus défavorisée parce qu'elle est exclue des systèmes d'assurance- maladies instituée uniquement pour une frange de la population. Or, la santé est un facteur déterminant du développement humain durable. Sans un minimum de garantie sécuritaire, il ne peut y avoir ni croissance ni développement économique soutenu. C'est dans ce contexte que depuis février 2004 le CBDIBA a entrepris des actions approfondies de sécurisation sanitaire lorsqu'il s'est engagé à accompagner les communautés dans la mise en place d'un système local de soins de santé, d'où les Associations de Micro-Assurance pour la Santé Communautaire (AMASCO).

Les actions menées au cours de l'année 2011 concernent principalement:

- la formation de 100 responsables des associations de santé sur la gestion des AMASCO ;
- l'organisation de rencontres de concertation pour un meilleur fonctionnement des AMASCO ;
- la mise en place des sous-comités au niveau des AMASCO ;
- la signature de contrat de collaboration au niveau de 10 villages avec les centres de santé de santé conventionnés;
- le suivi des réunions mensuelles des organes de gestion;
- la réalisation de 10 affiches pour l'identification des AMASCO;
- la réalisation de 80 boîtes à images pour les séances de sensibilisation;
- l'organisation des séances d'information et de sensibilisation sur les AMASCO (Bureaux Exécutifs, Animatrice et Coordonnateur);

Au total 16 associations de micro-assurance ont été appuyées au cours de l'année favorisant ainsi l'accès des populations démunies à la prise en charge des soins de santé.

2.4. PROJET ASSOCIATION VILLAGEOISE D'EPARGNE ET DE CREDIT (AVE&C)

Démarré en mars 2007 dans le cadre du partenariat CBDIBA - Plan/Bénin le projet AVE&C (Association Villageoise d'Épargne et de Crédit) a atteint une phase déterminante dans sa mise en œuvre. En effet, appartenant à la branche de micro finance, ce projet couvre deux départements du Bénin à savoir : le Couffo et l'Atacora. Le projet permet aux associations non seulement d'entreprendre et de développer des activités génératrices de revenus, mais surtout de renforcer leurs capacités en matière d'organisation et de gestion. Il s'agit de renforcer les capacités des associations pour qu'elles s'approprient de façon progressive le processus en vue de la pérennité du projet. Cette responsabilité incombe à tous les acteurs impliqués qui doivent conjuguer leurs efforts pour garantir la sécurité économique des ménages.

L'objectif du projet est de contribuer à réduire la pauvreté et plus particulièrement à rendre autonomes, sur le plan financier et ce de façon durable les associations.

2-4-1- Projet AVE&C Couffo

Ce projet couvre les six communes du Couffo dont 187 villages ont été touchés contre 125 en 2009, 609 associations accompagnées, 399 sont autonomes au 31 décembre 2010

Spécifiquement, la mise en œuvre du projet s'appuie sur une succession de plusieurs modules de formations (9 modules au total) dont le but est de sensibiliser les populations afin qu'ils adhèrent et s'approprient les diverses formations organisées à leur intention en vue d'obtenir des associations non seulement solidaires mais aussi capables d'entreprendre des activités d'épargne, de crédit et de développer les capacités de vie associative au niveau des membres.

Les actions entreprises se résument à :

- l'enregistrement de 4.285 ménages;
- 5.438 membres sont touchés ;
- La création de 219 nouvelles associations ;
- Promotion de 144 associations ;
- 63 évaluations de phase sont faites
- le suivi des associations se fait au quotidien et le SIG est mis à jour;
- le recyclage de 59 agents locaux;

2-4-2- Projet AVE&C Atacora

Ce projet couvre les neuf (9) communes du département de l'Atacora. Sur un total de 246 associations à créer à ce jour, 226 ont été créées avec un effectif de 5128 membres dont 4934 femmes sur un total de 6734 à atteindre. Au cours de l'année 35 associations sont allées au partage avec au total 80.348 parts achetées d'une valeur globale de Six millions deux cents soixante et deux mille cinq cents (6.262.500) francs. Les intérêts distribués en fin de cycle s'élèvent à Trois millions neuf cent trente trois mille cinquante (3.933.050) francs. Les intérêts varient de 0 F à 130 F sur les parts d'un montant de 100F, 200F 250 F et 500 F. 216 associations ont reçu la formation sur le module 06.

Parmi elles 113 ont à leur actif des prêts, 100 associations rassemblent un effectif de 2399 membres sont promues car elles sont allées au partage

Au total 150 groupes potentiels ont été identifiés et ont reçu des informations sur le fonctionnement des AVE&C. Ils ont évolué pour donner 115 associations enregistrées au cours de l'année des 09 Communes.

2-5 Projet d'Appui au Développement du monde Rural

Le PADER est conçu pour garantir la consolidation des acquis des projets antérieurs tels que le PAGER et le PROMIC en terme d'organisation, de structuration, de promotion des activités génératrices de revenus et de mise en place des services financiers de proximité. Il constitue le cadre d'intervention du FIDA au Bénin. Son objectif est de contribuer de manière significative à l'allègement de la pauvreté en milieu rural au Bénin à travers l'augmentation des revenus des ménages ruraux. Le CBDIBA a été retenu en tant que partenaire polyvalent du programme.

Les activités menées ont porté notamment sur :

- L'Appui aux groupements et aux MER pour la réalisation des études de faisabilité et d'implantation des AGR identifiées ;
- L'Accompagnement des groupements et des MER dans la recherche de financement complémentaire ;
- L'Appui à la production vivrière dans les bas-fonds et vallées ;
- La formation des groupements en matière de gestion et comptabilité et de maîtrise des technologies ;
- L'enregistrement des groupements au CeRPA ;
- L'information et la sensibilisation des membres des ADV et des conseils de villages sur la formation en gestion à la base;
- Formation des points focaux d'IEC (femmes).

Toutes ces activités ont produit des effets dans la vie des groupes cibles en ce qui concerne notamment :

- la progression dans la conception de la vie associative car les groupements sont de plus en plus fonctionnels avec la présence des animateurs ;
- une meilleure nutrition des membres de la famille des maraîchères qui consomment des légumes frais ;
- une meilleure scolarisation des enfants car les femmes contribuent mieux que par le passé à l'éducation des enfants ;
- les comptes d'exploitation sont mieux utilisés ;

Il est à retenir globalement que les membres des groupements ne tirent pas beaucoup d'avantages financiers mais plutôt des avantages sur le plan technique. Les femmes apprennent au sein des groupements et elles appliquent sur les comptes d'exploitation individuels. Bref c'est une forme de dynamique sociale qui est engagée au niveau des communautés.

2-6- Projet 1000+

Ce projet a été exécuté dans par le CBDIBA dans deux composantes à savoir : le PEA (Pôle d'entreprise Agricole) Soja et le PEA Manioc.

2-6-1-PEA Soja

La culture du soja, émergente dans le département des Collines, tend à combler le vide financier provoqué par le déclin de la production cotonnière naguère appelée "l'or blanc". Les superficies emblavées augmentent chaque année. Cette tendance à la hausse est forte et continue. Acheté à un prix très profitable pour le producteur encore récemment, les marges réalisées sur la vente des graines de soja se réduisent considérablement du fait de l'augmentation de l'offre par rapport à la demande. Les contraintes auxquelles font donc face les producteurs de soja du département des Collines portent essentiellement sur la rareté de marchés porteurs pour l'écoulement de la production.

C'est dans le contexte décrit ci-dessus, qu'en 2009, au courant de l'expérience que l'IFDC réalise dans le cadre du projet 1000s+ avec les producteurs de soja du département, une OP a sollicité l'appui du CBDIBA pour soumettre un plan d'actions pour la formation et le développement d'un PEA soja dans le département des Collines. Le PEA soja Collines bénéficie donc du deuxième plan d'actions dans le cadre du projet 1000s+ de l'IFDC.

Les actions engagées dans ce cadre se présentent ainsi qu'il suit :

- Recherche d'information sur l'utilisation d'engrais pour la production du soja au niveau de l'INRAB ;
- Sensibilisation de 188 producteurs sur les itinéraires techniques ;
- Formation de 10 pairs éducateurs sur les itinéraires techniques ;
- Organisation des séances de restitution par les pairs éducateurs dans 4 villages (2 à Dassa et 2 à Glazoué ;
- Organisation d'émissions radio sur l'approche du projet et les itinéraires techniques dans deux langues : mahi et datcha ;
- Formation des membres des groupements sur les techniques de transformation du soja grain en soja torréfié ;
- Formalisation des relations entre producteurs, transformateurs et commerçants ;
- Organisation de la vente des produits ;
- Actualisation des fiches de collecte et initiation des agents, des OP chargés de la collecte des données sur le système de S&E ;
- Collecte, centralisation et analyse des données des données.

Caractéristiques du PEA

Périodes	2008	2009	2010	Commentaires
Caractéristiques				
Nombre de ménages touchés	25	223	248	Valeurs en nette progression
Superficies emblavées	46	1043	1257	Idem
Rendement	800kg/ha	900kg/ha	1,1T/ha	Idem
production	32T	685T	808T	Idem

Volume commercialisé	0T	20T	Commercialisation en cours	Idem
Variation de revenu	15%	22%	28%	Idem

➤ Changements enregistrés

Beaucoup de succès ont été enregistrés dont les plus importants sont:

- ❖ Connaissance mutuelle entre acteurs;
- ❖ Confiance entre acteurs;
- ❖ Disponibilité de marchés d'écoulement pour le produit;
- ❖ Organisation de la campagne passée par les acteurs eux-mêmes;
- ❖ Promotion de plusieurs entrepreneurs locaux;
- ❖ Amélioration des revenus des acteurs de la chaîne de valeurs etc.

Le tri des déchets



Chauffage d'eau salée



• Le trempage du soja



A cette étape, l'eau portée à ébullition est versée sur le soja par terre dans bocal qui est fermé hermétiquement pendant une durée de 15 minutes.

- *Le séchage*



Ici, les graines de soja sont sorties de l'eau et séchées au soleil.

- *La torréfaction*



Elle consiste à cuire les graines de soja séchées. Cette cuisson se fait avec du sable lavé.

2-6-2- PEA Manioc

Ce Pôle d'Entreprise Agricole est également mis en œuvre dans le département des Collines qui, de par ces caractéristiques physiques (climats, sols) et socioculturelles, est réputé dans la production et la transformation du manioc.

Ce produit est incontestablement une source de revenu non négligeable pour un grand nombre de ménages dans le département. Les producteurs de manioc y sont regroupés au sein d'OPs à la base. Des unités traditionnelles de transformation du manioc de tailles et de capacités diverses existent et sont exploitées par des groupements de femmes et contribuent à leur épanouissement du point de vue économique et sociale. Des commerçants spécialisés dans la commercialisation du manioc et de ses dérivés existent dans le département. Deux industries de grandes capacités de transformation du manioc, la SUCOBE et LOGOZOHE trouvent une disponibilité forte de la matière première dans le département des Collines.

Le PEA manioc collines couvre actuellement quatre communes à savoir: Ouessè, Savè, Dassa et Glazoué.

Il compte en son sein plusieurs acteurs notamment:

- Les organisations de transformateurs de manioc de Ouessè et de Savè, les organisations de producteurs de manioc de Dassa et de Glazoué avec un effectif total de 526 ménages;
- 14 groupements spécialisés dans la transformation du manioc en gari 'sohoui';
- L'association des commerçants de Ouessè;
- Trois structures de micro finance, les CAVECA de Zaffé, Savè et Odougba;
- Un représentant de la société de distribution d'intrants: SOTICO
- Les CeCPA de Ouessè, Savè, Dassa et de Glazoué.

Tous ces acteurs entretiennent entre eux des relations. Ces dernières sont fortes entre les OP, les transformateurs et les commerçants. Par contre elles restent encore faibles entre les OP, les IMF, les CeCPA, et les fournisseurs d'intrants.

Les principales interventions menées au cours de l'année 2010 se présentent ainsi qu'il suit :

- Recherche d'information sur l'utilisation d'engrais pour la production du manioc au niveau de l'INRAB ;
- Formation des pairs éducateurs sur les itinéraires techniques ;
- Organisation séances de restitution par les pairs éducateurs dans 4 villages (2 à Dassa et 2 à Glazoué ;
- Formation des membres des groupements sur les techniques de transformation du manioc en gari sohoui.

Les étapes de la transformation du manioc en gari se présentent en image comme suit :

- **Le lavage des racines non épluchées**



Consiste à laver à grande eau les racines ramenées du champ afin de les débarrasser de leurs déchets.

- **L'épluchage**

Consiste à dépouiller les racines de leurs écorces pour libérer le cylindre central.

- **Le lavage des racines épluchées**

A cette étape, les racines épluchées sont mises dans des bassines d'eau propre et lavées proprement à l'éponge et sans savon et rincées au moins trois fois à grande eau propre. Les racines lavées et rincées sont soigneusement rangées au fur et à mesure dans des bassines propres recouvertes de toile propre.



- **La fragmentation des racines épluchées et lavées**

Ici, les racines sont coupées en morceaux dans la dernière eau de rinçage pour faciliter le râpage.

- **Le râpage**

Il consiste à réduire les racines épluchées en pulpe fine ou râpure. Cette râpure est recueillie dans un panier propre ou dans un sac à engrais, à riz ou à farine de blé, propre que l'on place dans une bassine non percée et non rouillée.



- **La fermentation de la râpure**

Au cours de cette opération, le râpure est mis dans un panier propre soigneusement couvert ou dans des sacs à farines de blé bien noués que l'on place dans des bassines et que l'on laisse à la température ambiante pendant un, deux ou trois jours pour la fermentation.

- **L'essorage de la râpure ou pressage**



Il s'agit de recueillir de la râpure fermentée, l'eau qu'elle contient. Pour ce faire, on nettoie la partie extérieure des sacs, cela permet un égouttage correct. Ensuite, on roule le bout des sacs à l'aide d'un bois très solide et propre à fin que la râpure s'entasse bien. Puis on passe les sacs sous presse.

- **L'émiettement ou tamisage**

Ici à l'aide d'un tamis, on recueille les particules fines en vue de passer à la cuisson.



- **Le cuisson - séchage**

Cette opération est délicate parce qu'elle requiert pour être menée à bien un savoir faire et une habileté donnée. Elle consiste à cuire la râpure tamisée.

2.7 PROJETS D'AUTONOMISATION

2.7.1 Ferme – Ecole

La ferme est une entité du CBDIBA qui vise à contribuer à son autonomisation à terme à travers le développement d'activités économiques. Elle représente un cadre de formation et de démonstrations pratiques aux membres des organisations paysannes accompagnées notamment les jeunes agriculteurs. A cet effet, il s'y développe un certain nombre d'activités que sont :

- La production végétale
- La production animale

Au cours de l'année 2010, les activités menées concernent principalement:

- **La production végétale**

- l'entretien de 8 hectares de palmier sélectionné ;
- la production de 5 ha de manioc et 5 ha de maïs ;

- **La Production animale**

- La conduite de 700 lapins.



Quelques lapins élevés sur la ferme

2-7-2 Centre d'Initiation et de Formation à l'Auto-Promotion (CIFAP)

Le CIFAP représente pour le CBDIBA une micro-entreprise initiée et exploitée dans l'objectif de soutenir financièrement la politique d'autonomisation du CBDIBA.

Pour y parvenir, le centre dispose d'infrastructures d'accueil adéquates pour abriter des séminaires et ateliers de formation, de personnel actif et un service de restauration au point.

Au cours de l'année 2010, les activités du centre se sont poursuivies par :

- La location des salles de conférence ;
- L'hébergement des stagiaires et usagers du centre ;
- Des séminaires et ateliers de formation abrités ;
- La restauration ;
- La réfection de certaines chambres afin de rendre le centre toujours attrayant ;
- La formation du personnel du CIFAP (25 personnes) sur les thèmes :
 - Organisation de travail ;

- Responsabilité de chaque agent.

A partir de toutes ces considérations, le CIFAP offre un cadre très favorable aux différentes rencontres d'échange ou de négociation entre les partenaires.

Il offre également un bon cadre de formation technique et professionnel et participe ainsi au développement du capital humain de notre pays.

Toutefois des améliorations restent à apporter pour rendre le CIFAP performant.

III – DIFFICULTES ET APPROCHES DE SOLUTIONS

3-1-Difficultés

Les difficultés rencontrées sont de plusieurs ordres à savoir :

- La difficulté de mobiliser les communautés notamment en période pluvieuse ;
- Le processus de mise en œuvre du PDCI est jugé contraignant pour les communautés ;
- La faible capacité de mobilisation des contreparties communautaires ;
- Le retard observé dans le virement des salaires et frais de carburant des animateurs PADER dû à la lenteur dans le traitement des demandes de renouvellement de fonds ;
- la vétusté des motos des animateurs PADER.

3-2- Approches de solutions

Pour résoudre les difficultés sus-évoquées, il est nécessaire de :

- organiser des séances communautaires en tenant compte de la disponibilité des populations ;
- maximiser les apports matériels et humains au détriment de ceux financiers;
- renouveler les motos mises en place par le programme PADER pour faciliter la mobilité des animateurs sur le terrain.

III – LES MOYENS MIS EN ŒUVRE

Le CBDIBA a pu effectuer ces grandes réalisations au cours de l'année 2010 grâce aux ressources humaines matérielles et financières mobilisées avec l'assistance de ses partenaires au développement.

3.1. MOYENS HUMAINS

La direction du CBDIBA en appui avec ses antennes régionales a pu mettre en œuvre les activités grâce à un effectif de 55 employés actifs sur le terrain comme à la Direction.

3.2. MOYENS MATERIELS

Pour faciliter l'exécution des activités sur le terrain comme à la Direction, il a été mobilisé les moyens matériels qui suivent :

- 03 véhicules Toyota double cabines à 5 places ;
- 16 ordinateurs;
- 01 fax ;
- 02 photocopieurs ;
- 8 photos numériques;
- 01 vidéo-projecteur;
- 50 motos ;
- 01 centre de formation doté d'infrastructures d'accueil assez confortables ;
- des mobiliers de bureau ;
- 02 scanners.

La plupart de ces matériels sont amortis et méritent d'être renouvelés.

3.3. MOYENS FINANCIERS

Les moyens financiers qui ont permis la réalisation de ces activités, leurs sources de financement et la situation de trésorerie au 31 Décembre 2001 se trouvent annexés à ce document.

CONCLUSION

Les activités prévues au titre de l'année 2010 ont été réalisées grâce à la détermination de tous les agents chargés de la mise en œuvre des différents projets et programmes et des partenaires qui ont soutenu financièrement ces initiatives. Quoique certaines difficultés aient été rencontrées lors du parcours, elles n'ont pas fondamentalement perturbé l'atteinte des objectifs initialement prévus au titre de l'année. Bien au contraire, elles ont renforcé la capacité de recherche de solutions à certains problèmes communautaires.

Bohicon, le 25 Mars 2011
Le Directeur Exécutif du CBDIBA

Simple AMAGBEGNON

CONTRIBUTION DES PARTENAIRES

Les actions des différents projets/ programmes ont pu être exécutées avec l'assistance inconditionnelle des partenaires dont en particulier :

- Le Service des Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement (EED)

Ce partenaire allemand soutient financièrement la mise en œuvre du Programme de Développement Communautaire Intégré (PDCI) depuis 2005. C'est un programme d'autonomisation des villages afin qu'ils puissent sortir de l'ornière de la pauvreté accrue.

- UniverSud

L'Université de Liège (Belgique) appuie le CBDIBA dans le cadre du Projet d'appui aux Associations de Micro-Assurance pour la Santé Communautaire (AMASCO).

- Plan Bénin

Ce partenaire soutient la micro-finance dans deux départements du pays notamment le Couffo et l'Atacora à travers le projet AVE&C (Association Villageoise d'Epargne et de Crédit).

- Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)

Il appuie le Projet d'Appui au Développement Rural (PADER) dans le département de l'Atacora.

IFDC

Il finance le projet 1000+ (mille plus) à travers la promotion des Pôles d'Entreprise Agricole (PEA) manioc et soja dans le département des Collines.